

DEBAT

Thierry de Montbrial

Ce qui est très clair dans ce débat, c'est que Patrick Pouyanné met beaucoup plus l'accent que Laurent Fabius sur la responsabilité des gouvernements individuels : 60 % de la production mondiale du pétrole est entre les mains des États. C'est quand même un chiffre extrêmement frappant. La déforestation est une question également des États, des gouvernements et les relations internationales au sens des relations interétatiques, c'est-à-dire la conception la plus classique des relations internationales plus le droit international qui, comme chacun le sait, est un droit mou. C'est un terme qui est employé couramment et qui n'est *a priori* pas entièrement péjoratif.

Laurent, je vous ai vu souvent faire un peu une moue distinguée.

Laurent Fabius

Dans un débat, l'une des façons aimables de prendre le dessus, consiste à légèrement caricaturer la position de l'autre. Non, il n'y a pas d'un côté l'idéaliste que je serais et de l'autre le pragmatique représenté par l'une des trois personnes sur cette tribune. D'ailleurs, je vous convaincrai de cela assez facilement. Si les personnes qui ont négocié l'Accord de Paris et leur Président, en l'occurrence moi-même, n'avaient pas été des pragmatiques, ayant à trouver un accord avec les Chinois, les Indiens, les Américains, les petites îles et les Européens, il est peu probable que l'Accord de Paris eut été signé par la totalité des États du monde. Nous sommes donc les uns et les autres à la fois volontaristes et pragmatiques. C'est comme cela que je conçois les choses.

Là où Patrick Pouyanné a raison, c'est le rôle central du charbon. Même si ce n'est pas facile, mais c'est nécessaire, il faut arriver à limiter l'usage du charbon. Je vais vous donner un élément technique. Une centrale à charbon dure entre 40 et 50 ans. Les centrales à charbon qui existent en Asie aujourd'hui ont une moyenne d'âge de 11 ans ! J'ai dit dans mon propos introductif que si on laissait financer toutes celles qui sont en projet, il faudrait évidemment oublier ces objectifs. La diplomatie, les relations économiques, les échanges commerciaux, les décisions financières doivent être orientés pour qu'il y ait une diminution du charbon. Cela ne veut pas dire pour autant qu'on doive avoir partout du gaz. Le gaz est préférable du point de vue de la production en CO₂ par rapport au charbon, mais il est lui-même émetteur. La question qui est posée, et vous avez tout à fait raison de la sous-entendre, c'est la question de nos modes de développement. Ce n'est pas refuser le pragmatisme de relever cet élément-là. Il est évident que l'on n'arrivera pas à passer du *trend* actuel, qui est redoutable, à celui qui est souhaitable pour la survie de l'humanité sans modification d'un certain nombre de paramètres du développement.

Ce qu'a dit Patrick Pouyanné sur la différence de sensibilité d'opinion selon que l'on se trouve dans tel pays développé ou dans tel pays où l'opinion publique n'est pas prise en compte est sans doute statistiquement vrai, mais je ne suis pas sûr qu'il faille s'appuyer sur cette considération pour dire qu'à partir du moment où l'opinion publique ne peut pas manifester, il n'y a pas du même coup de modification à opérer dans le mix énergétique. Ce serait pénaliser ces populations deux fois. Je reconnais tout à fait la difficulté. Patrick Pouyanné, qui est un observateur attentif, a fait une remarque que, ayant moi-même tenu la plume de l'Accord de Paris, j'avais faite. Il est vrai que dans l'Accord de Paris la neutralité carbone est prévue « by the second half of this century ». Il y a eu ensuite un glissement, qui a été accepté, consistant à dire que ce sera en 2050. Ce qui me frappe, c'est que lorsque l'on regarde les fameuses NDC, les engagements des différents pays, ils ne sont pas en ligne avec ce qu'ils ont accepté. Beaucoup d'entreprises elles-mêmes disent qu'elles auraient signé l'Accord de Paris ou qu'elles sont favorables aux émissions nettes zéro en 2050 : bravo, mais lorsque l'on regarde leur programme et cela vaut pour les majors de l'énergie, elles ne sont pas en ligne avec les objectifs retenus par la COP 21. Il faut donc qu'il y ait des remises en cause générales.

Dernier point, Patrick Pouyanné explique qu'il n'est pas surprenant que la piste actuelle soit de 3°C, puisque, lorsque l'on a additionné les NDC publiées en 2015, c'était déjà à +3°C. Lorsque nous avons signé l'Accord de Paris, nous

avons fait la somme des NDC et avons obtenu 3°C. Grâce au respect de l'accord et aux dispositions dans l'accord – l'accord, ce sont 29 articles et 140 paragraphes de décisions – nous avons dit que le *trend* actuel était de +3°C, mais grâce aux NDC qui doivent être améliorées peu à peu, nous allons redescendre à 2°C, voire 1,5°C. L'aspect dramatique actuel, c'est qu'Antonio Guterres, le Secrétaire Général des Nations Unies, vient de réunir à New York l'ensemble des pays pour dire : « puisque c'est l'année prochaine que vous devez donner vos nouveaux engagements, donnez vos nouveaux engagements dès maintenant. » Il y a eu trois catégories. La plupart des petits États et quelques États de taille moyenne ont dit qu'ils allaient respecter l'Accord de Paris et ont présenté leurs nouveaux engagements ou ont expliqué être déterminés à améliorer leurs engagements l'année prochaine (environ 60 états sur 195). La deuxième catégorie est constituée d'États qui ne se sont pas exprimés alors que ce sont des États qui sont aussi négligeables que les États-Unis, la Russie, l'Argentine, Brésil, etc. Ils ont laissé entendre qu'il n'était absolument pas question qu'ils proposent de nouvelles NDC, et donc les revalorisent. Une troisième catégorie est composée de grands pays qui se sont exprimés pour dire des choses que l'on savait déjà et pour ne pas rehausser leurs engagements. Là, nous ne sommes plus dans le respect de l'Accord de Paris et nous sortons à ce moment-là de l'objectif des 2°C ou 1,5°C et de ce qui avait prévalu pour permettre de passer du *trend* de 3°C au *trend* de 2°C ou 1,5°C. Au contraire, on va même plutôt vers 3,5°C voire 4 ou 5°C. La COP 25 de décembre 2019 devra revenir sur ces aspects mais c'est mal parti. D'un côté comme je l'ai dit, il faut que tous les acteurs se mobilisent et pas d'un côté les gouvernements et de l'autre les entreprises dont le seul objectif serait la rentabilité, etc. Il faut que ce soit tout le monde.

Je lisais l'autre jour une comparaison qui m'a intéressé entre le défi Apollo lancé par le président Kennedy et la façon de régler le défi climatique. Kennedy en 1962, a mobilisé des moyens et sept ans après, en 1969, il y a un Américain sur la Lune. Alors même que ce n'était pas nécessaire à la survie de l'humanité.

Thierry de Montbrial

Mais il y avait un leader.

Laurent Fabius

Tout à fait. Aujourd'hui, alors que c'est la vie même d'une partie de l'humanité qui est en cause, nous sommes incapables d'avancer. Quelle est la différence ? Premièrement, il y avait un leader, président américain, qui pouvait par sa décision mobiliser les moyens nécessaires. Deuxième différence très importante est qu'il n'y avait aucun d'intérêt économique ou financier qui était menacé. La troisième différence est que cela n'induisait pas une modification du mode de vie d'un certain nombre de populations. Aujourd'hui, la lutte contre le dérèglement climatique induit des modifications profondes donc difficiles.

Thierry de Montbrial

Merci Laurent. La fin de votre propos me fait penser à ce que disait le président Macron l'autre jour à propos de la lutte contre le terrorisme. Il disait à peu près les mêmes mots que vous venez d'employer, il disait : « c'est une affaire de tout le monde, il faut que tout le monde s'y mette. »

Patrick Pouyanné

Je voudrais juste rajouter un point. Je ne suis pas encore prêt à signer un papier disant que Total sera neutre en 2050. Je refuse en effet de signer des engagements qui engagent le futur sans savoir comment atteindre une cible. Je vois beaucoup d'États dire qu'ils seront neutres en 2040 ou 2050. La question n'est pas de savoir où nous serons dans 25 ans, mais bien de savoir ce que nous devons faire aujourd'hui. Le vrai débat est occulté. En prenant collectivement des engagements à 2040 ou 2050, on pense satisfaire les jeunes qui vont dans la rue et qui nous disent que nous ne sommes pas responsables. Le fond de cette question est le chemin que nous prenons aujourd'hui. L'engagement que j'ai pris pour Total, c'est de dire que nous allons baisser de 15 % l'intensité carbone des produits énergétiques que nous vendrons d'ici 2030. Si nous faisons cela, nous serons sur la pente de ce qu'il faudrait faire collectivement pour être à 2°. Il s'agit de la pente, pas de la valeur absolue parce que Total produit du pétrole et du gaz, mais aussi de l'électricité renouvelable. Si nous parvenons à baisser de 15 %, nous sommes sur la bonne pente. Je parle de 2030,

parce que d'ici là je vois ce que je peux faire. C'est entre nos mains. Nous prenons des décisions. Total passe de Big Oil à Big Energy. Nous devenons électricien. Par contre, je ne sais pas ce qui va se passer en 2040 ou 2050. Le monde bouge. Les technologies bougent. Après 2030, nous avons dit que nous allons baisser entre 25 et 40 %, et on nous dit que nous ne serons plus alors sur la trajectoire de 2°, mais encore une fois je ne sais pas ce qui va se passer à cet horizon-là.

Je pourrais bien sûr satisfaire un certain nombre de parties prenantes en signant un document visant la neutralité en 2050, mais il y a aujourd'hui une tendance qui me paraît finalement peut responsable collectivement en terme de gouvernance, une forme d'incantation collective, de croire, parce que tous les leaders répètent que nous serons neutres en 2050 et que nous aurons un monde à 1,5°, que cela va se passer. La question, c'est agir aujourd'hui et je pense que nous avons peu d'écart entre Laurent Fabius et moi-même sur ce point.

Thierry de Montbrial

Je rappelle qu'il va y avoir aussi cet après-midi un atelier énergie. Nous avons malheureusement déjà du retard par rapport au programme.

Je voudrais juste rajouter en codicille : la terre a effectivement commencé sans l'homme et elle finira sans l'homme. Entre-temps, il y aura eu la 4G, la 5G, la 18G et tout le reste. Il y a une source de consommation d'énergie que nous n'avons pas mentionnée qui est considérable, à savoir le digital. Je pense que cela vaudrait la peine de le situer. On ne se rend pas compte que le digital est fantastiquement consommateur d'énergie.

Laurent Fabius

Aujourd'hui, de mémoire, les chiffres montrent que le numérique représente entre 3 et 4 % des émissions de CO₂. C'est un chiffre supérieur à ce que représentent le transport aérien ou le transport maritime. Comme le digital est utilisé de plus en plus, la perspective est que, si nous continuons sur le même rythme, cela pourrait monter jusqu'à 8 %. C'est donc une difficulté supplémentaire.

Patrick Pouyanné

Ce serait amusant de demander aux jeunes qui sont dans la rue s'ils sont prêts à renoncer au streaming. Dans une entreprise comme Total, l'usage informatique qui nous coûte le plus est le streaming des vidéos sur YouTube. Si vous arrêtez cela, vous pouvez fortement réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au digital. Une question de cohérence ou une contradiction ?

Laurent Fabius

J'ai toujours dit, en plaisantant, que dans la fameuse Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 qui comporte 17 articles, il aurait fallu en ajouter un 18e qui était... le droit à la contradiction. Boutade mise à part, je ne suis pas d'accord avec la réaction qui consiste à prendre de haut la jeunesse. On peut certes contester la façon dont le mouvement s'exprime. Je me trouvais moi-même dans la salle des Nations unies lorsque Greta Thunberg s'est exprimée, mais je crois qu'il faut aller au-delà. Les jeunes qui s'expriment, expriment un mouvement qui est fondamentalement juste : ils appellent à une action urgente et profonde, ils soulignent qu'avec les modalités actuelles de développement, nous allons dans le mur. C'est vrai. D'autre part, les jeunes ne peuvent pas s'exprimer partout, car leurs manifestations seraient interdites dans certains pays et même inimaginables. Ils remplissent aussi un rôle d'éducation par rapport aux parents et aux grands-parents. Juste un mot sur la taxation du carbone : on ne peut pas séparer dérèglement climatique et inégalités, au plan national comme au plan mondial. Nous formons là une grande partie de l'avenir. Il n'y a pas de taxation du carbone possible s'il n'y a pas un accompagnement fiscal et social vis-à-vis des personnes concernées qui n'ont pas le choix et vis-à-vis des régions concernées. Je le répète : c'est une course contre la montre. L'enjeu est donc considérable.

Thierry de Montbrial



J'ai aussi un droit de contradiction, et il y a heureusement au moins pendant le temps de cette conférence un leader. Je suis donc malheureusement obligé de prendre la décision d'arrêter cette discussion passionnante. Je vous remercie infiniment tous les deux.